

3

Les régulateurs et les intercesseurs

1. Les autorités administratives indépendantes¹

1. Quelles sont, parmi ces diverses instances, celles que l'on qualifie maintenant d'autorités administratives indépendantes au sens strict ?
 - (A) L'Autorité des marchés financiers
 - (B) La Haute autorité de sûreté nucléaire
 - (C) Le Comité interministériel à l'aménagement du territoire
 - (D) La Délégation interministérielle à la Ville
 - (E) L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
 - (F) La Commission de sécurité des consommateurs
 - (G) Le défenseur des enfants
 - (H) Le médiateur de la République

1. Les réponses et commentaires sont en page 129.

2. **Que signifie « indépendantes » dans « autorités indépendantes » ou « autorités administratives indépendantes » ? Cochez les propositions exactes :**
- A Les autorités administratives indépendantes ne sont pas soumises à l'autorité hiérarchique d'un ministre et leurs membres ne sont jamais révocables
 - B Elles ont un budget propre et la personnalité juridique
 - C Elles sont créées en vertu de l'article 20 de la Constitution
 - D Les pouvoirs publics n'interviennent pas dans leur nomination et ne peuvent pas leur adresser de consignes
3. **Les décisions du Conseil de la concurrence peuvent-elles faire l'objet d'un recours devant le juge administratif ?**
- A Oui B Non
4. **Cochez les propositions exactes concernant la CADA :**
- A La CADA est une juridiction qui rend des jugements
 - B La CADA est une instance consultative qui émet des avis
 - C Elle peut intervenir si le document demandé est un acte des assemblées parlementaires ou un avis du Conseil d'Etat ou des juridictions administratives
 - D Elle peut se prononcer sur le caractère communicable d'une copie d'examen ou d'un dossier fiscal

Elle ne peut intervenir qu'en cas de refus préalable de l'administration sollicitée ou épuisement des voies de recours devant le juge administratif

Elle ne communique pas elle-même de documents administratifs

5. Connaissez-vous vraiment les missions du Conseil supérieur de l'audiovisuel ? Cochez les propositions exactes :

Le CSA nomme les présidents des télévisions publiques

Le CSA veille au respect du pluralisme politique

Le CSA peut infliger des sanctions

Il peut intervenir auprès d'une station de radio avant la diffusion d'un programme

Il est responsable de l'attribution aux films de cinéma des interdictions aux mineurs

6. Cochez les propositions exactes concernant la CNIL :

Elle est chargée de veiller au respect de la loi "Informatique et Libertés"

La CNIL ne peut prononcer de sanctions pécuniaires

Elle donne un avis sur les traitements publics utilisant le numéro national d'identification des personnes

Ses décisions ne peuvent faire l'objet de recours devant la juridiction administrative

7. Cocher les propositions exactes relatives à la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'Égalité (HALDE) :

- (A) Elle est une autorité administrative indépendante créée par la loi du 30 décembre 2004, compétente pour toutes les discriminations réprimées par la loi ou par un engagement international ratifié par la France
- (B) Elle doit toujours être saisie par l'intermédiaire d'un parlementaire
- (C) Elle peut s'auto-saisir et saisir la justice
- (D) Elle n'est pas investie de pouvoirs d'investigation

2. Le Conseil constitutionnel

1. Cochez les phrases constitutionnelles :

- (A) Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres dont le mandat dure trois ans et est renouvelable
- (B) Il se renouvelle par tiers tous les ans
- (C) Ses membres sont élus par moitié par l'Assemblée nationale et moitié par le Sénat
- (D) Le Conseil constitutionnel élit chaque année son président

2. Seul un juriste confirmé peut être nommé au Conseil constitutionnel :

- (A) Vrai
- (B) Faux

3. La question suivante a été posée aux concours des IRA : parmi ces missions, lesquelles sont exercées par le Conseil constitutionnel ?

- (A) Veiller à la régularité des opérations de vote, des référendums et des élections présidentielles, législatives et sénatoriales
- (B) Donner un avis sur la mise en application de l'article 16
- (C) Donner un avis sur les ordonnances législatives prises par le gouvernement en application de l'article 38 de la Constitution

4. Quels sont les contrôles exercés obligatoirement par le Conseil constitutionnel ?

- (A) Le contrôle de la constitutionnalité des lois ordinaires
- (B) Le contrôle de la constitutionnalité des traités internationaux
- (C) Le contrôle de la constitutionnalité des règlements des assemblées
- (D) Le contrôle de la constitutionnalité des lois organiques

5. Le Conseil constitutionnel est devenu une véritable cour constitutionnelle :

- (A) dès la Constitution de 1946 sous le nom de Comité constitutionnel
- (B) en 1958 par la Constitution instituant la Cinquième République
- (C) en 1971 par sa propre décision
- (D) en 1974 par la réforme constitutionnelle

5 bis. Le Conseil constitutionnel est-il encore juge de la répartition des compétences entre la loi et le règlement ?

- (A) oui (B) non

6. Un groupe de 60 sénateurs peut-il déférer une loi référendaire au Conseil constitutionnel ?

- (A) Oui (B) Non

7. Le contrôle de la constitutionnalité des normes juridiques par le Conseil constitutionnel est un contrôle :

- (A) a priori (B) a posteriori
 (C) concentré (D) par voie d'action

8. Depuis 1999, le Conseil constitutionnel peut également examiner la conformité à la Constitution des lois du pays adoptées par le congrès de la Nouvelle-Calédonie :

- (A) vrai (B) faux

9. Le Conseil constitutionnel est-il une Cour suprême ?

- (A) oui (B) non

10. Quel est actuellement le nom du président du Conseil constitutionnel ?

- (A) Pierre Mazeaud
 (B) Valéry Giscard D'Estaing
 (C) Simone Veil
 (D) Georges Vedel